

# Sahara occidental: le revirement espagnol, «inacceptable moralement et historiquement»

Par Le Figaro avec AFP

Publié il y a 1 heure,

Mis à jour il y a 3 minutes

▶ Écouter cet article 

00:00/02:27



Abdelmadjid Tebboune, le 30 mars 2022 à Alger. Jacquelyn Martin / POOL / AFP

Le revirement de l'Espagne en faveur de la position marocaine sur la délicate question du Sahara occidental est *«inacceptable moralement et historiquement»*, a estimé samedi 23 avril au soir le président algérien Abdelmadjid Tebboune.

Dans une interview à des médias nationaux, le président a dénoncé l'annonce le 18 mars par le gouvernement espagnol de son soutien à un plan d'autonomie marocain, en rupture avec la position traditionnelle de neutralité de l'ancienne puissance colonisatrice.

*«Nous avons de très solides liens avec l'Etat espagnol mais le chef du gouvernement (Pedro Sanchez, ndlr) a tout cassé»*, a ajouté le chef de l'Etat algérien. M. Sanchez a qualifié le plan marocain de *«base la plus sérieuse, réaliste et crédible pour la résolution de ce différend»*.

## Un «revirement»

Dénonçant un *«revirement»* de l'Espagne, Alger a rappelé le 19 mars son ambassadeur en Espagne et a réclamé des *«clarifications»* avant tout éventuel retour de son représentant à Madrid. Le conflit dans cette vaste zone désertique, bordée d'eaux poissonneuses et au riche sous-sol minier, considérée comme un *«territoire non autonome»* par l'ONU, oppose depuis des décennies le Maroc aux indépendantistes sahraouis du Front Polisario, soutenus par Alger.

Rabat, qui contrôle près de 80% du Sahara occidental, propose un plan d'autonomie sous sa souveraineté tandis que le Polisario réclame un référendum d'autodétermination, prévu par l'ONU lors de la signature en 1991 d'un cessez-le-feu, mais jamais concrétisé. *«L'ONU considère que l'Espagne est la puissance administrante tant qu'il n'y a pas de solution au Sahara occidental»*, a poursuivi M. Tebboune. L'Algérie réclame *«l'application du droit international»*. *«L'Espagne ne doit pas renoncer à sa responsabilité historique et doit réviser sa position»*, a-t-il ajouté. Le président Tebboune a toutefois souligné que l'Algérie *«ne renoncerait jamais à ses engagements d'assurer la fourniture de gaz à l'Espagne quelles que soient les circonstances»*.

L'Espagne est très dépendante de l'Algérie pour ses approvisionnements en gaz. Début avril, le groupe pétro-gazier public algérien Sonatrach avait évoqué une hausse des prix du gaz livré à l'Espagne, en raison de la flambée enregistrée sur les marchés sous l'effet de l'invasion de l'Ukraine par la Russie. Le PDG de Sonatrach Toufik Hakkar avait alors indiqué à l'agence officielle APS qu'il n'était *«pas exclu de procéder à un "recalcul" des prix avec notre client espagnol»*.

---

**À VOIR AUSSI** – Pourquoi le conflit se ravive au Sahara occidental (25/11/20)